



**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
28 juillet 2010
Français
Original : anglais

**Assemblée générale
Soixante-quatrième session
Point 14 de l'ordre du jour
Conflits prolongés dans la région du Groupe GUAM et
leurs incidences sur la paix et la sécurité internationales
et sur le développement**

**Conseil de sécurité
Soixante-cinquième année**

**Lettres identiques datées du 26 juillet 2010, adressées
au Secrétaire général et à la Présidente du Conseil
de sécurité par le Représentant permanent de la Géorgie**

J'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe, le Plan d'action pour la coopération, comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 14 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Alexander Lomaia



**Annexe aux lettres identiques datées du 26 juillet 2010
adressées au Secrétaire général et à la Présidente
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent
de la Géorgie**

Plan d'action pour la coopération

Introduction

La Géorgie est déterminée à poursuivre une politique renouvelée d'ouverture à long terme à l'égard des populations de ses régions d'Abkhazie et en Ossétie du Sud/région de Tskhinvali, qui relèvent de sa juridiction et jouissent de l'ensemble des droits dont bénéficie tout citoyen géorgien. *La Géorgie souhaite coopérer avec ces populations, réduire leur isolement et améliorer leurs conditions de vie, dans l'intérêt de la sécurité des êtres humains et de la région.*

Cette politique a été définie dans la stratégie de coopération approuvée par le Gouvernement géorgien en janvier 2010. Le présent Plan d'action, qui fixe l'application de cette stratégie, comprend diverses initiatives dont le but est d'améliorer les conditions générales de vie des populations résidant actuellement de manière légitime en Abkhazie et en Ossétie du Sud/région de Tskhinvali, de leur ouvrir un meilleur accès aux prestations à la participation à la vie civique, et de jeter les bases d'une réconciliation future entre des communautés divisées.

Tous les principes du Plan d'action s'appliquent de manière égale aux populations concernées de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud/région de Tskhinvali, à leurs résidents légitimes, indépendamment de leur ethnie, de leur religion, de leur sexe ou de leurs opinions politiques. Le Gouvernement géorgien est conscient des différents obstacles – géographiques, démographiques et politiques – qui entravent la collaboration avec deux populations ainsi que de l'existence d'options et de perspectives différentes; il en a tenu compte dans certaines parties du Plan d'action.

Ce Plan d'action privilégie la dimension humaine : l'objectif est de créer un environnement propice à l'interaction, à la coopération et aux partenariats entre les populations qui se trouvent de part et d'autre des lignes de démarcation, et d'instaurer la confiance entre toutes les communautés de la Géorgie. Grâce au succès de ces mesures, le Gouvernement géorgien espère réconcilier les deux communautés et développer entre elles la confiance.

Le Plan d'action suit *quatre axes* de coopération – humanitaire, humain, social et économique – auxquels correspond une large gamme de domaines d'activité, avec des projets relevant d'un ou de plusieurs programmes. *Sept instruments* permettront d'exécuter les activités prévues dans le Plan d'action ainsi que les projets qui y figurent. Ces instruments reflètent l'approche par la base adoptée dans le Plan d'action, qui repose sur des initiatives locales.

Toutes les initiatives exécutées dans le cadre du Plan d'action seront conformes à la législation géorgienne; nombre d'entre elles nécessiteront de nouvelles procédures et structures administratives. Le Plan d'action comprend la base juridique requise pour réaliser les initiatives du Gouvernement géorgien. Une fois le Plan d'action adopté, une série d'amendements législatifs seront élaborés et présentés au Parlement géorgien.

La loi sur les territoires occupés, adoptée en octobre 2008 par le Parlement géorgien et modifiée en février 2010 conformément aux recommandations de la Commission de Venise, réserve au Gouvernement géorgien le droit d'autoriser des activités répondant aux besoins humanitaires et l'instauration de la confiance. Le Plan d'action reflète l'appui qu'apporte le Gouvernement géorgien aux projets et aux programmes correspondant aux objectifs de la stratégie de coopération et conformes à la loi sur les territoires occupés. Un décret exécutif mettra en place les modalités d'autorisation préalable des projets exécutés au titre du Plan d'action, ce qui évitera d'avoir à accorder des dérogations à la loi sur les territoires occupés.

Méthodologie

Le Plan d'action est l'expression des intentions du Gouvernement géorgien, mais il a été élaboré en collaboration avec toutes les parties prenantes à la stratégie de coopération : partis politiques, organisations de la société civile, groupes d'experts, organisations non gouvernementales internationales, gouvernements étrangers et organisations intergouvernementales. Il comprend des projets et des mesures de confiance déjà adoptés conjointement avec l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud/région de Tskhinvali, dont les autorités ont reçu les versions provisoires. La réussite du Plan d'action nécessitera l'intérêt et le soutien constants de toutes les parties prenantes.

Le Plan d'action est un document et un cadre complets pour l'avenir. Il privilégie *quatre axes d'activités et de projets*, passant par *sept instruments*, dont le but est de bénéficier directement aux populations de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud/région de Tskhinvali, et de favoriser la collaboration entre populations de part et d'autre des lignes de démarcation.

Le Bureau du Ministre de la réintégration, qui a coordonné l'élaboration du Plan d'action, en supervisera l'application. Il coordonnera les activités du Gouvernement géorgien visant à appuyer le Plan d'action et recherchera les conseils de la société civile pour coordonner l'action des partenaires d'exécution.

Le Plan d'action est le *fondement* des programmes qui seront exécutés au titre de la Stratégie. Il s'agit d'un document vivant qui tous les six mois fera l'objet d'un bilan opérationnel et, tous les trois ans, d'un examen stratégique, réalisés par un groupe de travail interministériel dirigé par le Vice-Premier Ministre/Ministre de la réintégration. Ce groupe de travail assurera, compte tenu de l'avis de toutes les parties prenantes, le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre du Plan d'action.

Le Gouvernement géorgien recherche activement des contributions aux projets pour la mise en œuvre du Plan d'action, des partenaires et de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud/région de Tskhinvali, et entend établir un mécanisme de consultation pour ces contributions.

Quatre axes de coopération

Le Gouvernement géorgien souhaite coopérer tous azimuts avec les populations de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud/région de Tskhinvali – dans les domaines humanitaire, humain, social et économique. La composante essentielle du Plan d'action est un catalogue de projets visant directement à améliorer les conditions de vie des populations de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud/région de Tskhinvali – pour qu'elles jouissent des mêmes chances que le reste de la Géorgie –

et à stimuler les échanges entre les communautés divisées. Il est d'autant plus urgent de répondre à ces besoins que l'ONU a fixé à 2015 la date où doivent être atteints les objectifs du Millénaire pour le développement, relatifs à la pauvreté, aux soins de santé, à l'éducation, à l'égalité des sexes, à la protection de l'environnement et à la coopération interne.

Dans la Stratégie nationale sont définis un certain nombre de domaines d'activité et d'objectifs, et c'est dans ce cadre que s'inscrivent les projets du Plan d'action, déjà entrepris ou prévus par le Gouvernement géorgien, ou encore pour lesquels il recherche des organisations partenaires. Les domaines d'activité sont les suivants :

Axe humanitaire

- Secours humanitaires
- Catastrophes naturelles

Axe humain

- Relations intercommunautaires
- Préservation du patrimoine et de l'identité culturels
- Libre circulation de l'information
- Droits de l'homme
- Activités pour la jeunesse

Axe social

- Éducation
- Soins de santé
- Environnement

Axe économique

- Commerce
- Productions conjointes
- Communications
- Équipements

Instruments de coopération

Sept nouveaux instruments permettront d'exécuter le Plan d'action. Ils serviront : à intégrer les habitants de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud/région de Tskhinvali dans la vie civique géorgienne; à faciliter la communication et la coordination entre Tbilissi et les autorités qui contrôlent l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud/région de Tskhinvali; et à créer les bases institutionnelles, financières et administratives des projets exécutés au titre du Plan d'action. Chaque instrument servira la poursuite d'un objectif distinct mais complémentaire. Ils fonctionneront indépendamment les uns des autres, mais coordonnés par le Ministre de la

réintégration, qui continuera à développer et appliquer la politique d'ouverture de la Géorgie à l'égard de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud/région de Tskhinvali.

Dispositif de liaison neutre au regard du statut

Le Plan d'action prévoit un dispositif de liaison neutre au regard du statut afin de faciliter la communication entre le Gouvernement géorgien, les autorités qui contrôlent l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud/région de Tskhinvali et les associations privées intervenant dans la région. Ce dispositif servira à faciliter ou exécuter les projets conjointement approuvés et apportera un appui aux agents d'exécution.

Ce dispositif comportera des agents de liaison nommés avec l'assentiment des deux parties, avec des bureaux et une petite équipe d'appui à Soukhoumi, Tskhinvali et Tbilissi. Il pourra être inspiré d'arrangements antérieurs tels que la Commission de coordination mixte bilatérale abkhazo-géorgienne. Il fonctionnera sous l'égide d'une organisation humanitaire internationale.

Cartes d'identité et documents de voyage neutres

Deux nouveaux documents permettront d'améliorer pour les habitants de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud/région de Tskhinvali d'avoir l'accès aux services sociaux et la liberté de circulation. Ces documents seront introduits sans préjudice des cartes d'identité ou des passeports géorgiens.

Tous les citoyens géorgiens peuvent prétendre aux mêmes droits civils et avantages sociaux, et le Gouvernement géorgien cherche à y améliorer l'accès pour tous. Pour résoudre les difficultés pratiques et politiques auxquelles se heurtent certains résidents légitimes de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud/région de Tskhinvali pour obtenir des documents d'identification géorgiens, des lois seront adoptées facilitant l'obtention d'une « carte d'identité neutre » qui permettra à son titulaire de prétendre à tous les avantages sociaux dont jouissent les citoyens géorgiens, de faire des affaires et d'entreprendre d'autres activités en Géorgie, et de rechercher un emploi dans les secteurs privé ou public (le terme « neutre » s'applique ici à la nationalité. La délivrance et l'acceptation d'une carte d'identité neutre n'ont d'objet que pratique. Pour les habitants de l'Abkhazie, la carte d'identité neutre sera libellée en géorgien et en abkhaze, conformément à la Constitution géorgienne).

Cette carte permettra à son titulaire d'obtenir un « document de voyage neutre » afin de se déplacer à l'étranger (il s'agit essentiellement d'un laissez-passer). Ce document de voyage dispensera de la nécessité d'un passeport étranger délivré en violation du droit international, tel que le confirme le rapport de mission d'enquête internationale indépendante sur le conflit en Géorgie (« Rapport Tagliavani »). Il sera fait appel pour sa mise au point à des experts juridiques internationaux, afin de tirer parti des enseignements d'autres expériences d'harmoniser le document avec le droit international.

Fonds d'affectation spéciale

Un fonds d'affectation spéciale administré par une organisation internationale dans le respect des meilleures pratiques, les donateurs ayant un rôle consultatif, sera constitué pour subventionner les agents d'exécution ayant des activités en Abkhazie et dans l'Ossétie du Sud/région de Tskhinvali, et chevauchant les lignes de

démarcation. Il permettra d'apparier plus facilement donateurs et bénéficiaires, et de veiller à ce que les projets financés soient conformes aux objectifs des quatre axes du Plan d'action, sans exclure toutefois le financement de projets dignes d'intérêt par des donateurs intéressés, en consultation avec le Ministre de la réintégration.

La structure prévue du fonds d'affectation spéciale sera déterminée après l'adoption du Plan d'action. Elle pourrait s'inspirer du fonds d'affectation spéciale UE-Afrique pour les infrastructures ou du fonds d'affectation spéciale de la Banque mondiale pour la reconstruction de l'Afghanistan. On tiendra compte également des enseignements tirés du mécanisme d'intervention rapide pour le renforcement de la confiance (COBERM) mis en place par l'Union européenne et le PNUD.

Fonds d'investissement commun

Un fonds d'investissement commun sera créé pour fournir un capital de lancement aux entreprises opérant en Abkhazie et dans l'Ossétie du Sud/région de Tskhinvali et de part et d'autre des lignes de démarcation. Ce fonds appuiera les entreprises qui favorisent le développement économique local, créent des emplois et nouent des relations commerciales entre les communautés de part et d'autre des lignes de démarcation. D'exploitation privée, ce fonds sera financé conjointement par des donateurs et des entreprises, et s'assurera les services des chambres de commerce nationales et régionales.

Agence de coopération

Une agence de coopération sera créée pour permettre et faciliter les échanges de part et d'autre des lignes de démarcation. Mettre en œuvre la stratégie de coopération nécessitera de nouvelles fonctions qui ne peuvent être déléguées à partir des agents d'exécution existants – l'agence de coopération sera donc créée en tant que personne morale de droit public sous l'autorité du Ministre de la réintégration. Elle agira conformément aux politiques du Gouvernement géorgien en aidant les programmes subventionnés par l'État. Elle aidera les organisations qui le demandent à trouver des partenaires de part et d'autre des lignes de démarcation, coordonnera les efforts déployés par les autorités locales pour améliorer le climat d'affaires local, veillera à ce que les activités des projets et la promotion des entreprises respectent la législation géorgienne et le droit international, et cherchera à offrir des possibilités aux éventuels agents de réalisation en Géorgie et ailleurs.

Institution financière

Les activités habituelles des organisations humanitaires et de développement et des entreprises présentes en Abkhazie et dans l'Ossétie du Sud/région de Tskhinvali nécessitent des opérations financières. Une institution financière sera donc créée en Abkhazie et dans l'Ossétie du Sud/région de Tskhinvali, permettant d'ouvrir et de tenir des comptes, de transférer de l'argent et d'effectuer d'autres opérations licites. L'une des possibilités est de faire assurer le fonctionnement de cette institution par une banque déjà établie en Géorgie, sans toutefois offrir tous les services d'une banque pour les particuliers ou d'une banque commerciale.

Zones socioéconomiques intégrées

Des zones socioéconomiques intégrées, comprenant des infrastructures pour les entreprises et les services sociaux, seront mises en place dans des secteurs

proches des lignes de démarcation du territoire sous contrôle géorgien, créant ainsi une demande pour des biens et services des deux côtés des lignes de démarcation.

L'implantation d'une zone socioéconomique intégrée crée une chaîne de valeur des deux côtés de la ligne de démarcation, dans des domaines allant de l'approvisionnement en matières premières à la production, à l'emballage, au contrôle de la qualité et à la distribution. Les zones seront axées sur les produits agricoles, mais aussi sur le développement d'autres activités à valeur ajoutée. Le concept comporte également une évaluation des besoins et la fourniture de semences et d'une assistance technique (formation professionnelle, outillage pour les cultures et la maintenance, etc.) aux agriculteurs. Des installations de traitement et d'emballage des produits agricoles seront construites à l'intérieur de la zone. Les avantages qu'y trouveront les entreprises auront peut-être plus de poids que les objections politiques, compensant les coûts de transaction supplémentaires dus au franchissement des lignes de démarcation.

Les entreprises implantées dans une zone socioéconomique intégrée et employant la population locale pourront être exemptées de certains impôts.

Une zone socioéconomique intégrée permettra aussi de promouvoir les exportations agricoles, profitant des liens commerciaux de la Géorgie et des régimes commerciaux spéciaux dont elle bénéficie ou bénéficiera à l'avenir. Un laboratoire accrédité et une agence de normalisation s'occuperont de certifier les marchandises destinées à l'exportation produites dans la zone ainsi que celles qui viennent d'Abkhazie et de la région de Tskhinvali/Ossétie du Sud.

Domaines d'activité et projets

La présente liste est donnée à titre indicatif et ne doit en aucun cas être considérée comme définitive. Le Gouvernement géorgien invite toutes les parties intéressées à proposer et à réaliser des projets qui favorisent la poursuite des objectifs communs mentionnés dans le Plan d'action. Par ailleurs, les domaines d'activité ne sont indiqués que dans un souci de clarté. De nombreux projets servent plusieurs objectifs et relèvent de plusieurs domaines d'activité (sauf mention contraire, le terme « commun » se réfère aux populations se trouvant des deux côtés des lignes de démarcation, et plus particulièrement aux personnes déplacées et aux communautés divisées).

Axe humanitaire

Secours humanitaire

Le Plan d'action appuie l'action engagée par les organisations venant au secours des populations touchées par le conflit en Abkhazie et dans la région de Tskhinvali/Ossétie du Sud, sauvant des vies, atténuant les souffrances et veillant au respect de la dignité humaine. De nouveaux instruments mis en place dans le cadre du Plan d'action viendront alléger le fardeau administratif qu'elles supportent.

Intervention en cas de catastrophe naturelle

Les catastrophes naturelles touchent les populations sans tenir compte des lignes de démarcation. Le Plan d'action comprend des mesures visant à réduire les dommages provoqués par les catastrophes écologiques et les épidémies dans les zones touchées par un conflit, et notamment à :

- Analyser conjointement les risques communs à l'ensemble de la région, dont les tremblements de terre, les glissements de terrain, les avalanches et les maladies transmises par les animaux;
- Mettre en place des dispositifs communs de préparation aux situations d'urgence (secours et relèvement);
- Organiser des formations communes pour les équipes d'intervention d'urgence.

Axe humain

Relations intercommunautaires

Le Plan d'action ne repose pas uniquement sur la coopération autour de sujets pratiques présentant un avantage matériel, mais aussi sur le rétablissement de relations qui sont essentielles à la réconciliation et ont une valeur intrinsèque. Sauf indication contraire, ces mesures visent les relations entre des communautés résidant en Abkhazie ou dans la région de Tskhinvali/Ossétie du Sud et des communautés en exil.

Le Plan d'action prolonge les efforts de consolidation de la confiance et de dialogue informel des groupes de la société civile. Le Gouvernement géorgien accorde une importance toute particulière à la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité de l'ONU, et le Ministère de la réintégration veillera à ce que la mise en œuvre du Plan d'action soit fidèle à son esprit.

Le Plan d'action appuie des initiatives qui :

- Autorisent les visites à l'occasion d'événements familiaux, dont les naissances, les mariages, les enterrements ainsi que les visites aux cimetières ou l'accomplissement de rites religieux;
- Permettent aux familles mixtes de se retrouver et de se rendre visite en traversant les lignes de démarcation;
- Permettent les réunions des conseils d'anciens;
- Permettent les pèlerinages religieux et l'accès aux sites culturels et historiques;
- Prévoient des échanges entre journalistes;
- Prévoient des échanges professionnels (pas uniquement limités aux communautés en exil);
- Encouragent les échanges culturels et sportifs (pas uniquement limités aux communautés en exil);
- Mettent en place une commission chargée des réinhumations, des échanges de prisonniers et des dossiers des disparus au combat.

Préservation du patrimoine et de l'identité culturels

Le Plan d'action comprend par ailleurs des mesures visant à promouvoir activement la préservation et le développement du patrimoine et de l'identité culturels abkhazes et ossètes en Géorgie, dont des mesures de protection de l'ossète en tant que langue d'une minorité ethnique et de l'abkhaze en tant que langue officielle en Abkhazie, conformément à la Constitution géorgienne, et notamment à :

- Produire des livres sur la culture abkhaze, en abkhaze et en géorgien, et sur la culture ossète, en ossète et en géorgien;
- Proposer des cours d'abkhaze et d'ossète dans les écoles et les universités géorgiennes;
- Nouer des contacts avec les organisations de la diaspora abkhaze qui travaillent à la préservation de l'héritage culturel, et tenir une conférence annuelle consacrée à la culture abkhaze;
- Rechercher l'appui de l'UNESCO pour des activités communes consacrées à la préservation de la culture;
- Appuyer le développement des archives de Soukhoumi (les archives de Tbilissi donnent déjà des documents);
- Créer des centres culturels abkhaze et ossète dans un musée de Tbilissi;
- Soutenir les émissions de radio en abkhaze et en ossète;
- Garantir la liberté de culte en facilitant les déplacements du clergé et le transport d'objets religieux d'un côté à l'autre des lignes de démarcation (gérés par le LM).

Libre circulation de l'information

Tous les éléments du Plan d'action contribuent à la libre circulation de l'information entre les communautés divisées et en tirent parti. Le Plan d'action comporte des mesures visant à améliorer cette circulation, et notamment à :

- Prévoir des rencontres régulières entre journalistes d'Abkhazie, de la région de Tskhinvali/Ossétie du Sud et du reste de la Géorgie;
- Faire participer des résidents de l'Abkhazie et de la région de Tskhinvali/Ossétie du Sud à des visites d'études en Géorgie et à d'autres programmes de l'UE, de l'OTAN et d'autres organisations internationales;
- Mettre en place un portail Web commun favorisant la communication et les réseaux sociaux entre les communautés divisées. Encourager l'utilisation d'Internet, grâce à l'accès haut débit à bas prix fourni par le Gouvernement géorgien;
- Améliorer les capacités des émetteurs de radio et de télévision se trouvant près des lignes de démarcation.

Droits humains

La Géorgie a tout intérêt à protéger les droits humains de tous ses résidents, y compris ceux de l'Abkhazie et de la région de Tskhinvali/Ossétie du Sud. Le Plan d'action comprend des mesures visant à garantir ces protections et promouvoir la compréhension des droits de l'homme, à savoir :

- Inviter les organisations internationales de défense des droits humains et les organisations intergouvernementales qui s'en occupent à surveiller la situation à cet égard dans les zones touchées par un conflit, selon des modalités convenues;

- Promouvoir l'éducation sur les questions de droits humains dans les zones touchées par un conflit en traduisant et en distribuant des brochures éducatives et en organisant des séminaires;
- Appuyer les groupes de défense de la justice sociale et des droits de propriété dans les zones touchées par un conflit.

Activités pour la jeunesse

Les jeunes des communautés divisées n'ont pas de souvenirs communs remontant à l'époque précédant le conflit. Le Plan d'action prévoit d'organiser des activités sportives, culturelles et de loisir réunissant les jeunes vivant de part et d'autres des lignes de démarcation, afin de favoriser l'amitié et la compréhension entre les générations futures, et notamment de :

- Programmer des concerts et des productions théâtrales avec de jeunes artistes venus des deux côtés des lignes de démarcation;
- Organiser des tournois et des ateliers sportifs entre jeunes vivant des deux côtés des lignes de démarcation;
- Organiser des colonies de vacances pour les enfants vivant des deux côtés des lignes de démarcation;
- Encourager des programmes communs de jeunes dirigeants pour former les futures élites géorgiennes;
- Étendre le droit aux programmes de bourses pour les jeunes aux résidents de l'Abkhazie et de la région de Tskhinvali/Ossétie du Sud.

Axe social

Éducation

En vue de garantir aux résidents d'Abkhazie et de la région de Tskhinvali/Ossétie du Sud le même accès à l'enseignement qu'à tous les citoyens géorgiens, les titulaires d'une carte d'identité neutre ont le droit de s'inscrire dans les universités géorgiennes, de se porter candidats aux programmes internationaux de bourses offerts aux étudiants géorgiens et aux programmes internationaux d'échanges destinés aux enseignants géorgiens. Par ailleurs, le Plan d'action prévoit des mesures de discrimination positive visant à faciliter et à encourager l'ouverture des programmes éducatifs existants aux résidents d'Abkhazie et de la région de Tskhinvali/Ossétie du Sud, et notamment à :

- Ouvrir les examens nationaux d'entrée à l'université en abkhaze et en ossète aux titulaires de la carte d'identité neutre, et introduire la possibilité de les passer en russe;
- Valider les titres et diplômes des étudiants d'Abkhazie et de la région de Tskhinvali/Ossétie du Sud selon les normes internationales;
- Fournir à tous les élèves d'Abkhazie et de la région de Tskhinvali/Ossétie du Sud entrant à l'école primaire un ordinateur portable, dans le cadre du nouveau programme national du Gouvernement intitulé « À chaque enfant son ordinateur portable »;

- Étendre le nouveau programme « Enseigner et apprendre avec la Géorgie » à l'Abkhazie et à la région de Tskhinvali/Ossétie du Sud. Ce programme prévoit l'affectation d'un millier de professeurs d'anglais dans toute la Géorgie; d'autres programmes pourraient permettre de répandre plus largement l'enseignement des langues européennes pour permettre une meilleure intégration internationale;
- Élaborer des manuels scolaires en abkhaze et en ossète pour les écoles élémentaires et des textes de lecture pour les écoles maternelles, sous la direction d'une commission autonome et d'un groupe de travail du Ministère géorgien de l'éducation, en collaboration avec des universitaires d'Abkhazie et de la région de Tskhinvali/Ossétie du Sud;
- Étoffer les programmes d'étude sur l'Abkhazie à l'Université nationale de Tbilissi et mettre en place des échanges universitaires avec des établissements d'Abkhazie;
- Proposer des bourses de recherche pour des projets communs;
- Offrir un appui (documents imprimés, ressources électroniques, installations et gestion) aux bibliothèques d'Abkhazie et de la région de Tskhinvali/Ossétie du Sud.

Soins de santé

Les résidents d'Abkhazie et de la région de Tskhinvali/Ossétie du Sud bénéficient de la même couverture médicale que les citoyens géorgiens. Les titulaires d'une carte d'identité neutre peuvent recevoir des soins médicaux en Géorgie, y compris bénéficier des transports d'urgence. Le Plan d'action comprend en outre des mesures destinées à améliorer la santé et les soins en Abkhazie et dans la région de Tskhinvali/Ossétie du Sud, et notamment de :

- Réaliser des évaluations communes des besoins pour déterminer les ressources disponibles à Tbilissi et les besoins à Zougdidid ou à Gori, particulièrement en ce qui concerne le VIH/sida, la tuberculose, le cancer, la consommation de drogue et les risques d'épidémies transfrontalières;
- Former des groupes de travail communs sur la santé, avec un intérêt particulier pour l'alerte rapide;
- Dresser un inventaire des besoins en insuline et en traitements contre la tuberculose en Abkhazie et dans la région de Tskhinvali/Ossétie du Sud;
- Étendre le droit à l'assurance maladie aux résidents d'Abkhazie et de la région de Tskhinvali/Ossétie du Sud, et mettre en place un fonds de fonctionnement spécial pour les personnes dont la maladie n'est pas couverte par l'assurance;
- Mettre des dispensaires mobiles à la disposition des résidents d'Abkhazie et de la région de Tskhinvali/Ossétie du Sud;
- Offrir des possibilités de coopération en cas de problèmes sanitaires ou phytosanitaires;
- Mettre en place des services de soutien et de dépistage volontaires du VIH/sida;
- Offrir un accès aux traitements contre l'infécondité.

Environnement

La nature est un trésor commun à toutes les régions géorgiennes, dont la dégradation ne tient pas compte des lignes politiques de démarcation. Il est donc prévu de :

- Promouvoir la protection de l'environnement en Abkhazie et dans la région de Tskhinvali/Ossétie du Sud en appuyant les ONG, les groupes de défense et les organismes d'observation de l'environnement;
- Créer des zones protégées en Abkhazie et dans la région de Tskhinvali/Ossétie du Sud, sur le modèle des parcs nationaux de Géorgie, et demander le statut d'aire protégée de l'UNESCO.

Axe économique

Malgré les conditions difficiles imposées par le conflit, le commerce et les passages des lignes de démarcation se sont poursuivis, du fait de relations établies et de l'existence de centres de production et de zones commerciales de part et d'autre. Zougdidid et Gori sont des marchés particulièrement attractifs pour les commerçants et les consommateurs respectivement d'Abkhazie et de la région de Tskhinvali/Ossétie du Sud, car ils sont plus proches que d'autres marchés potentiels de taille équivalente et que de nombreuses marchandises y sont moins chères qu'ailleurs.

Le Plan d'action appuie les relations commerciales existant en éliminant les obstacles et encourage les nouvelles opportunités commerciales. Les mesures visant à améliorer les relations économiques, les infrastructures et les liaisons de transport sont notamment les suivantes :

Commerce

- Faciliter l'accès au marché en proposant des bus allant des lignes de démarcation à Zougdidid, Koutaïssi, Batoumi, Gori ou Tbilissi, ou autoriser les bus ayant des plaques d'immatriculation d'Abkhazie et de la région de Tskhinvali/Ossétie du Sud à passer les lignes de démarcation, et améliorer l'état des routes menant aux zones commerciales;
- Encourager l'emploi et le développement de branches d'activité nécessitant une main-d'œuvre importante par la formation professionnelle et la mise en place de centres d'apprentissage dans les zones socioéconomiques intégrées;
- Permettre l'entrée sur les marchés internationaux en créant un laboratoire accrédité de contrôle de la qualité et une agence de normalisation chargée de certifier la conformité de la production aux normes internationales et régionales.

Production commune

- Encourager les entreprises communes de production;
- Assurer un financement de départ pour des entreprises communes de production opérant des deux côtés des lignes de démarcation.

Communications

- Rétablir les liaisons postales avec l'Abkhazie et la région de Tskhinvali/Ossétie du Sud;
- Offrir un accès à Internet haut débit à bas prix en Abkhazie et dans la région de Tskhinvali/Ossétie du Sud;
- Rétablir l'artère de transmission entre Gori et Tskhinvali pour fournir des services de communications aux populations de la région de Tskhinvali/Ossétie du Sud;
- Mener des études communes sur la ligne principale sous-marine entre Poti et Soukhoumi pour fournir une large gamme de services de communications et d'accès à l'information à la population d'Abkhazie.

Infrastructures

- Mettre en place une liaison passagers par bac entre Batoumi et Soukhoumi;
- Remettre en état les systèmes d'irrigation;
- Remettre en état les écoles et les hôpitaux en Abkhazie et dans la région de Tskhinvali/Ossétie du Sud, assurant l'assainissement et la protection contre les intempéries. Un projet permettrait éventuellement d'évaluer les besoins et d'établir une liste des installations à mettre en état en priorité.

Bureau du Ministre de la réintégration
6 juillet 2010 _____